

BUREAUCRATIE

L'image a fonctionné parce que les gens ont vu que tout ce qu'on leur avait raconté sur la mondialisation était un mensonge. Ce n'était pas un processus nouvelles. On parlait de « libre-échange », de « marché libre », mais en fait on parlait de « libre-échange », le premier système administratif mettrait en place délibérément le premier système administratif bureaucratique mondial. On en avait posé les fondements dans les années 1940, mais il n'est vraiment entré en action qu'avec la fin de la guerre froide. Quand il l'a fait, il a vite pris la même forme que la plupart des autres systèmes bureaucratiques créés à plus petite échelle à cette époque : un enchevêtrement d'éléments publics et privés si inextricable qu'il est souvent totalement impossible de les dissocier – même conceptuellement. Voici comment nous pourrions penser cette structure. Au sommet, il y a les bureaucraties commerciales comme le FMI, la Banque mondiale, l'OMC et le G 8, au côté d'organisations de traités comme l'ALENA ou l'Union européenne. Ce sont elles qui élaborent réellement les politiques économiques – et même sociales – mises en œuvre par les gouvernements prétendument démocratiques des pays du Sud. Juste au-dessous se tiennent les grandes sociétés financières mondiales comme Goldman Sachs, Lehman Brothers, American Insurance Group, ou des institutions comme Standard & Poors. Puis viennent les mégacompagnies transnationales. (Une large part du commerce dit « international » n'est qu'un simple transfert de matériaux entre les diverses filiales d'une même entreprise.) Et, pour terminer, il faut inclure les ONG, qui, dans de nombreuses régions du monde, prennent en charge aujourd'hui une grande partie des services sociaux qu'assurait autrefois l'État. C'est pourquoi l'urbanisme d'une grande ville du Népal ou la politique de santé d'une petite ville du Nigeria peuvent fort bien être conçus dans des bureaux de Zurich ou de Chicago.

« Libre-échange » et « marché libre » signifient en réalité création de structures administratives mondiales, essentiellement destinées à garantir l'extraction de profits pour les investisseurs. « Mondialisation » veut dire bureaucratisation. À l'époque, nous ne formulions pas les choses tout à fait en ces termes. Nous sommes souvent passés tout près. Mais nous avons rarement sauté le pas en le disant.

Rétrospectivement, je pense que c'est justement ce que nous aurions dû souligner. Même l'invention de nouvelles procédures démocratiques, qui était au cœur du mouvement (les assemblées, les conseils de rayons⁶, etc.), était avant tout une façon de montrer que les gens pouvaient s'entendre entre eux, prendre d'importantes décisions, mener à bien des projets collectifs complexes, sans que personne, jamais, ait à remplir un formulaire, à faire appel d'un jugement ou à menacer d'appeler les vigiles ou la police.

Le mouvement altermondialiste a été, à sa façon, le premier grand mouvement antibureaucratique de gauche à l'ère de la bureaucratisation totale. C'est pourquoi ceux qui cherchent à développer ce type de critique ont, à mon sens, d'importantes leçons à en tirer. Pour terminer, je voudrais en souligner trois.

1. Ne sous-estimons pas l'importance de la violence purement physique!

Les armées de policiers ultramilitarisés apparues pour attaquer ceux qui protestaient contre les sommets n'étaient pas un effet marginal incongru de la « mondialisation ». Chaque fois qu'il est question de « marché libre », il est judicieux de chercher où est l'homme qui tient le fusil. Il n'est jamais bien loin. Le libéralisme économique du XIX^e siècle s'est accompagné de l'invention de la police moderne et des agences de détectives privés⁷. Puis, peu à peu, est venue l'idée de donner

généralisée de la vie quotidienne rendue possible par les ordinateurs n'est pas un effet du progrès technique. Ce serait plutôt l'inverse. C'est bien simple : le changement technique n'est pas une variable indépendante. La technologie progresse, souvent de façon surprenante et inattendue. Mais la direction générale qu'elle prend dépend de facteurs sociaux.

On peut aisément l'oublier, car notre expérience immédiate de la bureaucratification quotidienne est enveloppée de toutes parts dans les nouvelles technologies de l'information : Facebook, la banque par smartphone, Amazon, PayPal, les innombrables appareils de poche qui réduisent le monde environnant à l'état de plans, formulaires, codes et graphiques. Mais les réalignements cruciaux qui ont rendu tout cela possible sont ceux que j'ai évoqués plus haut : au départ, dans les années 1970 et 1980, l'alliance entre les bureaucraties de la finance et ceux des grandes entreprises ; la nouvelle culture d'entreprise qui a émergé de leur rapprochement ; et la façon dont cette culture a réussi à envahir les mondes de l'éducation, de la science et de l'administration, si bien que les bureaucraties publiques et privées ont fini par fusionner dans une paperasserie massive, conçue pour faciliter l'extraction directe de richesses. Ce ne sont pas les technologies nouvelles qui ont provoqué ce processus. Au contraire : les techniques appropriées ont mis des décennies à émerger. Dans les années 1970, les ordinateurs étaient encore une plaisanterie. Les banques et les administrations publiques souhaitaient vivement les mettre en service, mais, pour la plupart de leurs employés en bout de chaîne, ces machines étaient l'incarnation même de la stupidité bureaucratique. Chaque fois que quelque chose tournait terriblement et visiblement mal, leur réaction était toujours la même : lever les yeux au ciel et incriminer « un ordinateur quelque part ». Aujourd'hui, après quarante ans d'investissement ininterrompu des crédits de recherche dans les technologies de l'information, les types

BUREAUCRATIE

exclusivement des cloisons de verre et d'acier, des écrans d'ordinateur et des vigiles armés. Elles sont le point de jonction parfait entre le fusil et l'information : c'est vraiment tout ce qu'on y trouve. Et cette jonction a fini par devenir le cadre qui structure la quasi-totalité de notre vie.

Il est rare que nous pensions à tout cela, et quand cela nous arrive, nous faisons, en général, comme s'il s'agissait d'un simple effet de la technologie : c'est un monde qu'on fait apparaître les ordinateurs. D'ailleurs, il y ressemble : tous ces nouveaux locaux bancaires ont une similitude frappante avec la réalité virtuelle minimaliste typique des jeux vidéo des années 1990. C'est comme si nous étions enfin devenus capables de faire passer le virtuel dans le réel, et, ce faisant, de réduire aussi notre vie à une sorte de jeu vidéo, où nous faisons de notre mieux pour parcourir les divers labyrinthes des nouvelles bureaucraties ! Comme dans ces jeux vidéo, rien n'est vraiment produit, tout prend corps brusquement, et nous passons bel et bien notre existence à gagner des points et à esquiver des individus armés.

Mais ce sentiment de vivre dans un monde créé par les ordinateurs est lui-même une illusion. Ce serait une terrible erreur de conclure que tout cela était le fruit inévitable du développement technique, et non de forces politiques et sociales. Ici aussi, les leçons de la « mondialisation » — que l'on disait créées par Internet — ont une importance cruciale :

2. Ne surestimons pas l'importance de la technologie !

La prétendue « mondialisation » était en fait le résultat de réalignements politiques, de décisions stratégiques et de nouvelles bureaucraties — qui n'ont été renforcés que plus tard par des technologies comme la conteneurisation du transport maritime ou Internet. De même, la bureaucratification

d'ordinateurs qu'utilisent les banquiers, et qu'ils mettent à notre disposition, sont devenus à nos yeux la définition même de l'efficacité infailible, magique.

Prenons le distributeur de billets. Depuis trente ans, je ne peux me souvenir d'un seul cas où j'ai demandé une somme à un distributeur et en ai reçu une autre par erreur; et je n'ai pu trouver personne autour de moi à qui ce soit arrivé. C'est si vrai qu'au lendemain de la présidentielle de 2000 aux États-Unis, quand on regalait l'opinion publique de statistiques sur les degrés d'erreur des machines à voter — 2,8 % pour tel type, 1,5 % pour tel autre —, certains ont eu la témérité de faire cette remarque : dans un pays qui se dit la plus grande démocratie du monde, où les élections sont notre sacrement suprême nous acceptons apparemment sans problème que les machines à voter se trompent régulièrement en comptant les voix, alors que, sur les distributeurs de billets, des centaines de millions de transactions ont lieu chaque jour avec un taux d'erreur global de 0 %. Que faut-il en conclure sur les priorités réelles des Américains en tant que nation ?

La technologie financière est donc passée du statut de gag permanent à celui de mécanisme si fiable qu'il peut constituer la colonne vertébrale putative de notre réalité sociale. On ne va jamais à se demander si le distributeur de billets va donner le montant correct. S'il fonctionne, il ne fera pas d'erreur. Cela confère aux abstractions financières une allure de certitude absolue — de *zubandenheit*, dirait Martin Heidegger⁴⁵ —, d'élément si essentiel de l'infrastructure pratique de nos propriétés et activités quotidiennes que nous n'avons jamais à y penser comme à une chose en soi. Simultanément, les infrastructures physiques — routes, escaliers mécaniques, ponts, métros — se fondent autour de nous, et le paysage aux abords des grandes villes est ponctué de visions futuristes des générations passées devenues puantes et sales ou abandonnées. Rien de tout cela

n'est simplement « arrivé ». Soyons précis : c'est une question de priorités nationales. C'est le résultat des décisions politiques qui attribuent des financements à tout, de la préservation des sites à certains types de recherche scientifique. C'est le monde que tous ces documents glosant sans fin sur la « vision », la « qualité », le « leadership » et l'« innovation » ont vraiment produit. Loin d'être la cause de notre situation actuelle, l'orientation qu'a prise le changement technologique est elle-même largement fonction de la puissance de la finance.

3. *N'oublions jamais que la question ultime est celle des valeurs ! (Ou : quand quelqu'un dit que sa valeur suprême est la rationalité, c'est parce qu'il ne veut pas dire quelle est sa vraie valeur suprême.)*

Selon la philosophie du « développement personnel », dont est issu, pour l'essentiel, le nouveau langage bureaucratique, nous vivons dans un présent intemporel, l'histoire n'a pas de sens, et nous créons le monde qui nous entoure par la simple force de la volonté. C'est une sorte de fascisme individualiste. À l'époque où cette philosophie est devenue populaire, dans les années 1970, certains théologiens chrétiens conservateurs avaient des idées tout à fait semblables : ils voyaient dans la monnaie électronique une sorte de prolongement du pouvoir créateur de Dieu, qui se muait ensuite en réalité matérielle en passant par l'intellect d'entrepreneurs inspirés. On comprend aisément comment cette vision des choses a pu conduire à la création d'un monde où les abstractions financières semblent constituer le roc inébranlable sur lequel repose la réalité, et où tant d'espaces de la vie quotidienne ont tout l'air d'avoir été imprimés en 3D à partir d'un écran d'ordinateur. En fait, le sentiment de vivre dans un univers créé numériquement, que je viens d'évoquer, pourrait servir d'illustration parfaite à une autre loi sociologique. J'estime du moins qu'on devrait

considérer cette assertion comme une loi. Je la formulerais ainsi : si l'on donne un pouvoir social suffisant à un ensemble de gens, même les plus extravaganants, ils qui professent certaines idées, même le plus absurdes, finiront, délibérément ou non, par produire un monde organisé de telle façon qu'il persuadera ceux qui y vivent, par mille biais subtils, de l'évidence absolue de ces idées.

Dans les pays de l'Atlantique Nord, tout cela est l'aboutissement d'un effort de très longue durée pour changer les idées de la population sur les origines de la valeur. La plupart des Américains, par exemple, croyaient à une version approximative de la théorie de la valeur travail. Intuitivement, elle paraissait raisonnable dans un monde majoritairement peuplé d'agriculteurs, de mécaniciens ou de boutiquiers. De l'avis général, les bonnes choses de la vie existaient parce que des gens prenaient la peine de les produire. On voyait la production comme une activité à laquelle devaient participer le cerveau et les muscles en général à peu près dans les mêmes proportions. Au milieu du XIX^e siècle, même des dirigeants politiques centristes usaient souvent d'un vocabulaire que l'on pourrait croire inspiré tout droit de Karl Marx. Par exemple, Abraham Lincoln :

Le travail est antérieur au capital et indépendant de celui-ci. Le capital n'est que le fruit du travail, et il n'aurait jamais pu exister si le travail n'avait pas existé avant lui. Le travail est supérieur au capital et mérite de loin la plus haute considération⁴².

L'ascension du capitalisme bureaucratique à l'Âge doré s'est accompagnée d'un effort délibéré des nouveaux dirigeants des affaires pour en finir avec ce langage, et pour promouvoir l'audacieuse philosophie des temps nouveaux, comme on voyait à l'époque - « l'évangile de la richesse », disait le magnat de l'acier Andrew Carnegie : la valeur, en réalité, venait du capital lui-même. Carnegie et ses alliés se sont lancés dans une campagne bien financée pour prêcher le nouvel évangile

pas seulement dans les Rotary Clubs et les chambres de commerce mais aussi dans les écoles, les églises et les associations civiques⁴³. Leur raisonnement fondamental était clair : par leur efficacité même, les nouvelles compagnies géantes que ces hommes dirigeaient pouvaient produire une telle abondance de biens matériels qu'elles allaient permettre aux Américains de se réaliser en consommant et non en produisant. Une sous-culture, la valeur était, finalement, un produit de l'organisation bureaucratique des nouveaux conglomérats.

Si le mouvement altermondialiste nous a appris quelque chose, c'est que la politique est bien, en dernière analyse, une question de valeurs. Et que ceux qui instaurent de vastes systèmes bureaucratiques n'avoueront pratiquement jamais leurs valeurs réelles. C'est aussi vrai aujourd'hui que du temps des Carnegies. En général, ils soutiendront énergiquement - comme les barons voleurs de la fin du XIX^e siècle - qu'ils agissent au nom de l'efficacité, ou de la « rationalité ». Mais ce langage est toujours délibérément flou, voire dénué de sens. Le mot « rationalité » est ici un parfait exemple. Qu'est-ce qu'un esprit « rationnel » ? Quelqu'un qui est capable d'établir les relations logiques de base et d'évaluer la réalité sans s'illusionner. Autrement dit, quelqu'un qui n'est pas fou. Quiconque déclare fonder sa politique sur la rationalité - et c'est aussi vrai à gauche qu'à droite - affirme ainsi que tous ceux qui ne sont pas d'accord avec lui pourraient être fous. C'est peut-être la position la plus arrogante qu'on puisse adopter. Ou alors il entend « rationalité » comme synonyme d'« efficacité technique ». Dans ce cas, il se concentre sur sa façon de faire parce qu'il ne veut pas parler de ce qu'il veut faire et la fin. L'économiste néoclassique est tristement célèbre pour ce genre de manœuvre. Quand un économiste tente de prouver qu'il est « rationnel » de voter aux élections nationales (puisque l'énergie dépensée est supérieure au bénéfice probable pour l'électeur individuel),

BUREAUCRATIE

il utilise le terme pour ne pas avoir à préciser : « irrationnel pour des acteurs aux yeux desquels la participation civique, les idéaux politiques ou le bien commun ne sont pas des valeurs en soi, mais qui ne perçoivent les affaires publiques que dans l'optique de l'avantage personnel ». Il n'y a aucune raison de penser qu'on ne peut pas calculer rationnellement la meilleure façon de faire avancer ses idéaux politiques par le vote. Mais, si l'on admet les postulats des économistes, quiconque agirait ainsi pourrait tout aussi bien avoir perdu l'esprit.

Autrement dit, lorsqu'on se réclame de l'efficacité rationnelle, on n'a pas à se demander à quoi sert vraiment l'efficacité ; donc à évoquer les buts, en fin de compte irrationnels qui sont censés être les objectifs ultimes du comportement humain. On a ici un autre espace où marchés et bureaucraties parlent en dernière analyse le même langage : ils disent agir essentiellement au nom de la liberté individuelle et de l'autodéveloppement de chacun par la consommation. Même des partisans du vieil État bureaucratique prussien du XIX^e siècle, comme Hegel ou Goethe, justifiaient ses mesures autoritaires en faisant valoir qu'elles permettraient au citoyen de jouir en toute quiétude de ses propriétés : chez lui, il était libre de faire tout ce qui lui plaisait — il pouvait s'adonner à des activités artistiques, à la religion, à une passion amoureuse ou à la speculation philosophique, ou simplement choisir lui-même la bière qu'il désirait boire, la musique qu'il voulait entendre ou la tenue qu'il souhaitait porter. Quand il est apparu aux Français, le capitalisme bureaucratique s'est justifié en s'appuyant sur le même raisonnement, sur des bases consuméristes : il était acceptable d'exiger des ouvriers qu'ils abandonnent tout contrôle sur leurs conditions de travail si on leur assurait ainsi des produits plus diversifiés et meilleur marché, qu'ils pourraient utiliser chez eux⁶. On a toujours postulé l'existence d'une synergie entre organisation impersonnelle, régie par des

règles — que ce soit dans la sphère publique ou dans celle de la production —, et liberté d'expression absolue au club, au café, à la cuisine ou dans les sorties en famille. (Au début, cette liberté était évidemment limitée aux hommes chefs de famille ; avec le temps, elle a été étendue à tous, du moins en principe.)

C'est ce que deux cents ans de domination des organisations bureaucratiques nous ont légué de plus profond : cette division intuitive entre moyens techniques rationnels et finalités ultimes irrationnelles nous paraît être une idée sensée. C'est vrai au niveau d'un pays : les hauts fonctionnaires se font fort de trouver les moyens les plus efficaces de concrétiser tout destin national que pourra rêver leur gouvernement — que ce soit le maintien de l'éclat culturel, la conquête impérialiste, l'instauration d'un ordre social arbitrairement égalitaire ou l'application littérale de la loi biblique. C'est vrai aussi au niveau de l'individu : il va de soi pour nous tous que chacun, sur le marché, vise uniquement à effectuer le calcul le plus efficace pour s'enrichir, mais qu'une fois qu'il aura l'argent, nul ne peut dire ce qu'il décidera d'en faire — acheter un manoir, une voiture de sport, lancer une enquête personnelle sur les disparitions liées aux OVNI, ou simplement se monter d'une extrême générosité avec ses enfants. Nous avons du mal à nous souvenir que, dans la plupart des sociétés humaines qui ont existé au cours de l'histoire, cette dichotomie qui nous paraît si évidente n'aurait eu absolument aucun sens. À toute époque et en tout lieu ou presque, la façon d'agir de quelqu'un est la plus haute expression de ce qu'il est⁶. Mais il apparaît aussi que, dès l'instant où l'on divise le monde en deux sphères de ce genre — celle de la pure compétence technique et celle, séparée, des valeurs ultimes —, chacune va inévitablement tenter d'envahir l'autre. Certains diront : la rationalité et l'efficacité sont des valeurs en soi, elles sont même les valeurs ultimes, donc nous devons créer une société « rationnelle » (quoi qu'on puisse

entendre par là). D'autres clameront que la vie, ce doit être l'art; ou la religion. Mais tous les mouvements de ce type ont pour prémisses le divorce qu'ils font profession de la base de la rationalité de marché.

Donc, que l'on cherche à réorganiser le monde sur la base de l'efficacité bureaucratique ou de la rationalité de marché, cela n'a guère d'importance pour le résultat global : tous les postulats fondamentaux restent les mêmes. C'est pourquoi il est si facile de faire l'aller-retour entre les deux, à l'instar de ces dirigeants ex-soviétiques qui ont allègrement abandonné l'idéologie de la maîtrise totale de l'État sur l'économie pour adopter celle de la marchandisation totale — et ce faisant, en vertu de la loi d'airain, ont accru considérablement le nombre de bureaucrates dans leur pays⁴⁷. Et c'est aussi pourquoi les deux approches peuvent fusionner au sein d'un tout presque uniforme, comme à l'ère de la bureaucratization totale où nous vivons.

Pour qui a été un jour réfugié — ou d'ailleurs pour qui a dû remplir un formulaire obligatoire de quarante pages afin d'inscrire sa fille dans une école de musique londonienne — imaginer que la bureaucratie ait un quelconque rapport avec la rationalité, sans parler de l'efficacité, peut paraître incongru. Mais c'est ainsi qu'on la perçoit d'en haut. En fait, vus de l'intérieur du système, les algorithmes et formules mathématiques par lesquels on évalue le monde deviennent, en dernière analyse, non seulement la mesure mais aussi la source même de la valeur⁴⁸. Après tout, les bureaucrates ne passent-ils pas une large part de leur temps à évaluer? Ils font sans cesse des estimations, des audits, ils mesurent, ils pèsent les mérites relatifs de diverses politiques, propositions, demandes d'emploi, stratégies, candidatures à une promotion. Les réformes de marché n'ont fait que renforcer cette tendance. Elle se déploie à tous les niveaux. Elle est la plus cruelle pour les pauvres, constamment surveillés par une armée intrusive de cochers de taxi

moralisateurs : on évalue leur aptitude à élever leurs enfants, on inspecte les placards où ils rangent leurs aliments pour voir s'ils ne vivent pas en concubinage avec leur colocataire, on détermine si leurs efforts pour trouver un emploi ont été assez soutenus, ou si leur état de santé est vraiment suffisamment grave pour les rendre incapables au travail physique. Tous les pays riches emploient aujourd'hui des légions de fonctionnaires dont la mission principale est de donner aux pauvres mauvaise conscience. Mais la logique de l'évaluation imprégnée peut-être encore plus le monde hyperdiplomatique des professions spécialisées, où règne la culture de l'audit, où seul est réel ce qui peut être quantifié, tabulé, entré dans une interface ou un rapport trimestriel. Il ne suffit pas de dire que ce monde est en fin de compte un produit de la financiarisation : il en est, en fait, un prolongement direct. En effet, qu'est-ce que l'univers des dérivés titrisés, obligations adossées à des actifs et autres instruments financiers exotiques du même acabit, sinon l'apothéose du principe : « en dernière analyse, la valeur est un produit du papier »? C'est le véritable point culminant de la montagne des formulaires d'évaluation : à la base, l'assistant sociale exaspérant chargé de déterminer si vous êtes vraiment assez pauvre pour mériter une exonération des frais médicaux de vos enfants, et au sommet, le *trader* « haute fréquence » en complet qui parie sur le temps que vous allez mettre à déclarer forfait pour votre prêt immobilier.

Une critique de la bureaucratie adaptée à notre époque doit montrer que tous les fils conducteurs — la financiarisation, la violence, la technologie, la fusion du public et du privé — convergent pour former un réseau unique qui s'auto-alimente. Avec la financiarisation, des rentes extraites à divers étages constituent une part toujours croissante des profits des entreprises. Puisqu'en dernière analyse leur extraction n'est guère

améliorer l'efficacité, les machines géantes servant à empaqueter les sacs de thé. La production s'était accrue et avec elle les profits. Mais qu'avaient fait les propriétaires de ces rennes d'argent supplémentaires? Avaient-ils augmenté les salaires des travailleurs pour les récompenser d'avoir accru la productivité? Au bon vieux temps keynésien des années 1950 et 1960, c'est sûrement ce qu'ils auraient décidé. Plus maintenant. Avaient-ils embauché plus d'ouvriers et développé la production? Pas davantage. Ils avaient recruté des cadres moyens.

Pendant des années, m'a expliqué mon interlocuteur, il n'y avait eu que deux cadres dans l'usine : le patron et un responsable des ressources humaines. Quand les profits ont augmenté, on a vu apparaître de plus en plus d'hommes en costume, jusqu'au moment où il y en a eu une douzaine. Ces costumes-cravates avaient tous des titres prestigieux mais pratiquement rien à faire. Ils passaient donc beaucoup de temps à déambuler dans les allées pour observer les ouvriers, à établir des métriques pour les mesurer et les évaluer, à rédiger des plans et des rapports. Finalement, ils ont flashé sur l'idée de transférer toute l'usine à l'étranger — en grande partie, conjurait mon informateur, parce que l'élaboration de ce plan justifiait respectivement leur existence, sans compter qu'un autre aspect des choses ne leur avait probablement pas déplu : si la plupart des ouvriers allaient perdre leur emploi, les cadres qui avaient conçu le plan seraient probablement relocalisés sous des cieux plus attrayants. Peu de temps après, les travailleurs occupaient les locaux et le périmètre grouillait de fils antiémiette⁶.

Donc, une critique de gauche de la bureaucratie fait cruellement défaut. Ce livre n'en esquisse pas vraiment les contours. Et il ne tente certainement pas d'élaborer une théorie générale de la bureaucratie ni d'en faire l'histoire, pas même celle de l'ère de la bureaucratie totale que nous vivons. C'est un recueil

plus qu'une extorsion légalisée, elle s'accompagne d'une accumulation continue de règles et règlements et de menaces de recours à la force physique pour les faire respecter. Ces menaces sont toujours plus sophistiquées et omniprésentes, si omniprésentes, en fait, que nous n'avons plus conscience d'être menacés, car nous ne pouvons plus imaginer à quoi cela ressemblerait de ne pas l'être. En même temps, une partie des profits de l'extraction de rentes est recyclée vers des composantes privilégiées des professions spécialisées et libérales, ou sert à créer de nouveaux types de bureaucraties gratte-papier dans les entreprises. Cela stimule un phénomène sur lequel j'ai écrit par ailleurs⁶ : l'expansion permanente, ces dernières décennies, de « métiers à la con » artificiels et visiblement dénués de sens — coordinateur de vision stratégique, conseil en ressources humaines, analyste juridique, etc. — bien qu'une fois sur deux même les détenteurs de ces postes soient secrètement convaincus qu'ils n'apportent rien à l'entreprise. En fin de compte, ce n'est qu'un prolongement de la logique fondamentale du réalignement de classe inauguré dans les années 1970 et 1980, quand les bureaucraties d'entreprise sont devenues des appendices du système financier.

De temps à autre, on tombe sur un exemple précis qui réunit tous les fils. En septembre 2013, j'ai visité aux abords de Marseille une usine de fabrication de thé, alors occupée par ses ouvriers. Depuis plus d'un an, une confrontation était engagée avec la police locale. Comment en était-on arrivé à cette situation bloquée? Un ouvrier d'âge moyen qui me faisait faire le tour des installations me l'a expliqué. Si l'enjeu officiel de l'affrontement était la décision de transférer l'usine en Pologne pour profiter d'une main-d'œuvre meilleur marché, le problème de fond concernait l'utilisation des profits. Parmi la centaine d'ouvriers qui se trouvaient là, les plus anciens et expérimentés avaient passé des années à bricoler, pour en

d'essais, dont chacun indique certaines directions que pourrait prendre cette critique de gauche de la bureaucratie. Le premier se concentre sur la violence; le second, sur la technologie; le troisième, sur la rationalité et les valeurs.

Ces chapitres ne constituent pas une démonstration unique et suivie. Peut-être pourrait-on dire qu'ils tournent autour, mais ils s'efforcent essentiellement d'entamer une conversation — qui n'a que trop tardé.

Nous avons tous un problème. Les pratiques, habitudes et sensibilités bureaucratiques nous déorent. Notre vie finit par se structurer autour des formulaires à remplir. Mais le langage dont nous disposons pour parler de cette situation est lamentablement inadéquat, voire de nature à aggraver les choses. Il nous faut trouver le moyen de formuler ce que nous réprochons vraiment dans ce processus; de parler honnêtement de la violence qu'il implique; mais en même temps de comprendre ce qu'il a d'attrayant, ce qui l'alimente; et de déterminer, parmi les éléments qui le composent, lesquels sont porteurs d'un potentiel de rédemption dans une société vraiment libre, lesquels représentent l'inévitable prix à payer pour vivre dans une société complexe et lesquels peuvent et doivent être entièrement éliminés. Si ce livre contribue, même modestement, à ouvrir une conversation de ce genre, il aura vraiment apporté quelque chose à la vie politique contemporaine.

CHAPITRE I

Zones blanches de l'imagination

Essai sur la stupidité structurelle

Je commencerai par un récit sur la bureaucratie.

En 2006, ma mère a eu une série d'infarctus. On a vite compris qu'elle finirait par être incapable de vivre chez elle sans assistance. Son assurance ne couvrant pas les auxiliaires de vie, plusieurs travailleurs sociaux nous ont conseillé de demander Medicaid¹. Mais pour avoir droit à Medicaid, le demandeur ne doit pas posséder plus de 6 000 dollars. Nous avons fait le nécessaire pour transférer son épargne. Techniquement, je suppose que c'était une fraude, mais une fraude d'un type particulier puisque l'État emploie des milliers de travailleurs sociaux à expliquer avec précision aux citoyens comment la commettre — c'est apparemment une de leurs tâches principales. Peu après, ma mère a eu un autre infarctus, très sévère, et elle s'est retrouvée en maison de repos pour une convalescence de longue durée. Quand elle en sortirait, il était sûr qu'il lui faudrait une assistance à domicile. Or il y avait un problème: suspension de retraite était votée directement sur son compte bancaire et elle était à peine capable de signer son nom. Donc, si je n'étais pas le pouvoir de mandataire sur son compte afin de pouvoir